

De l'utilité de l'extrême-droite...

« A quoi servaient-elles, les marottes d'antiracisme et d'anti-antisémitisme brandies par les bouffons de la gauche ? En dernière analyse, à étouffer les cris de nègres et de Juifs tourmentés que poussaient tous ceux qui n'étaient ni nègres ni Juifs, à commencer par les Juifs et les nègres eux-mêmes ! Je ne songe évidemment pas à mettre en cause la part de généreuse liberté qui a pu animer les sentiments antiracistes dans le cours d'une époque assez récente encore. Mais le passé m'indiffère dès l'instant où je ne le choisis pas. Je parle aujourd'hui, et personne, au nom de l'Alabama ou de l'Afrique du Sud, au nom d'une exploitation spectaculaire, ne me convaincra d'oublier que l'épicentre de tels troubles se situe en moi et en chaque être humilié, bafoué par tous les égards d'une société soucieuse d'appeler 'policé' ce que l'évidence des faits s'obstine à traduire policier. »

Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*

« Le Bien a toujours eu besoin du Mal, mais aujourd'hui plus que jamais. Le faux Bien a besoin d'épouvantails ; moins pour les liquider, d'ailleurs, que pour anéantir, à travers eux ou au-delà d'eux, ce qu'il pourrait rester encore, de par le monde, d'irrégularités inquiétantes, d'exceptions, de bizarreries insupportables, enfin les vrais dangers qui le menacent, quoique l'on n'en parle jamais. »

Philippe Muray, *L'Empire du Bien*

« Rien ne sera plus jamais comme avant » répétaient, dans une touchante unanimité, les journalistes après le 21 avril 2002 et la présence de Le Pen au second tour des élections présidentielles. Pourtant, trois ans après, rien n'a changé en France : la droite est à droite, la gauche aussi, mais surtout, l'antifascisme de bazar fait toujours recette. A vrai dire, cet antifascisme sans fascisme – ou, du moins, là où il ne se trouve pas – occupe une place très importante [1] dans les discours des hommes politiques et des journalistes, et ceci est particulièrement vrai à « gauche ».

L' « antifascisme » de « gauche » n'a évidemment pas pour but de lutter *réellement* contre le fascisme : il sert en fait de substitut à un socialisme renié depuis très longtemps. Grâce à cet « antifascisme », l'intelligentsia qui s'est autoproclamée « de gauche » (parce que ça fait chic) , avec le manichéisme qui la caractérise, croit tenir une preuve qu'elle est vraiment de gauche : elle n'aime pas les fachos ! Cet « antifascisme » n'étant qu'un alibi, les raisonnements de ceux qui s'en réclament sont d'une extrême sottise.

Peu importe ce que dit ou fait l'extrême-droite, l'essentiel est de prendre un air indigné à intervalles réguliers.

Ainsi, lorsqu'un élu FN veut se rendre à une cérémonie à la mémoire des victimes de la barbarie nazie, les « antifascistes » l'en empêchent... mais lorsque Le Pen considère que l'Occupation n'a pas été « particulièrement inhumaine », les « antifascistes » s'en indignent. Les « antifascistes » souhaitent donc que les membres du FN aient la même position que le reste de la classe politique sur ce qu'a été l'Occupation, mais soient, en revanche, soumis à un régime d'exception lorsqu'il s'agit de rendre hommage à ceux qui ont payé cette occupation de leur vie [2]. La cohérence n'est certes pas au rendez-vous.

De plus, n'allez pas vous imaginer que, si Le Pen a tout le temps tort quand il s'exprime, les antifascistes de salon sont heureux lorsqu'il se tait. Même les silences de Le Pen sont coupables. Dans ce registre, Bernard-Henri Lévy, une des figures marquantes de l'antifascisme de bazar, s'est plaint, après le 11 septembre 2001, que Le Pen ait choisi de rester relativement discret sur les actes terroristes ayant frappé les Etats-Unis d'Amérique. Pourtant, à n'en pas douter, des condamnations répétées de ces attentats par Le Pen auraient été interprétées par la meute « antifasciste » comme une tentative frontiste de « surfer sur la vague d'islamophobie » et de récupérer l'émotion consécutive aux attentats à des fins purement électorales. Cherchez l'erreur...

S'il fallait encore se convaincre que l'antifascisme de la gauche bourgeoise... n'en est pas un, nous nous bornerions à ce simple constat : **toute personne qui cherche sérieusement à comprendre comment le FN est devenu en si peu de temps une des principales forces politiques françaises est immédiatement accusée par les antifascistes de salon de vouloir justifier le vote FN et donc d'être elle-même plus ou moins fasciste.** Peut-on décemment prétendre lutter contre un phénomène si on se refuse à en chercher les causes ? Evidemment non mais, le FN étant une création du Parti Socialiste [3] , on comprend facilement pourquoi la gauche bourgeoise s'en prend à tous ceux qui s'interrogent sur les raisons de l'ascension fulgurante de Le Pen. La seule explication admise est celle de l'escroc Bernard Tapie (l'électeur du Front national est un salaud) et il est hors de question d'aller en chercher d'autres ailleurs, dans des ouvrages marxistes [4] par exemple. Dans ces derniers, les sociaux-démocrates risqueraient notamment de lire que la montée du fascisme est « *l'expression de la grave crise sociale du capitalisme de l'âge mûr* » (Ernest Mandel) . Et puisque les partis de la gauche gouvernementale souhaitent moins que tout au monde s'attaquer au Capital, l'explication marxiste du fascisme n'a pas droit de cité.

L'argument massue de l'antifascisme spectaculaire c'est que l'extrême-droite n'est pas démocrate. Cet argument est fort peu contestable ; toutefois, les antifascistes de salon gâneraient à en trouver d'autres car eux-mêmes ne sont pas de fervents démocrates.

Ainsi, lorsqu'un quelconque Houellebecq sort un livre jugé politiquement (islamiquement ?) incorrect, on trouve facilement des intellectuels de «gauche» pour se prononcer en faveur de l'interdiction du livre et/ou de la condamnation de l'écrivain, ceci au nom de la lutte contre le racisme – bien entendu.

De même, personne ne proteste lorsque la justice condamne le Quid pour avoir *rapporté* les estimations du bilan des génocides juif et arménien selon des négationnistes [5]. L'antifascisme institutionnel prend donc une ampleur telle aujourd'hui que le simple fait de *mentionner* l'existence de négationnistes est condamnable.

Le maire de Pau, André Labarrère, à propos de l'éventuelle tenue d'une université du FN dans sa ville, a déclaré : « *Il n'est pas possible d'accueillir le FN après ce qui s'est passé le 21 avril.* [6] » « Ce qui s'est passé le 21 avril » étant, rappelons-le, non pas un coup d'Etat nazi, mais le premier tour d'une élection présidentielle se déroulant de manière démocratique [7] .

La social-démocrate Marie-Ségolène Royal estimait, elle, le 25 avril 2002, qu' « *il faudrait absolument limiter le temps de parole de Jean-Marie Le Pen* » - proposition idiote s'il en est . Le sieur Hollande a boycotté, à la fin du mois de juin 2005, une « invitation » à Matignon pour la seule raison que le FN était aussi au nombre des invités, ce qui contribuerait, selon le dirigeant social-démocrate, à banaliser l'extrême-droite. Hollande n'a cependant jamais affirmé qu'il voyait dans l'invitation de Marie-Georges Buffet à Matignon une tentative de « banaliser » le stalinisme. Le « deux poids deux mesures » est de rigueur...

Lorsqu'en juillet 2002, la justice casse l'élection de Catherine Mégret à la mairie de Vitrolles, les adeptes de l'antifascisme spectaculaire y voient la preuve que C. Mégret n'est pas « démocrate »... pourtant, lorsqu'en 1996, les élections municipales qui avaient vu la victoire à Vitrolles du social-démocrate Jean-Jacques Anglade avaient été cassées, ces « antifascistes » en avaient simplement conclu que la justice était du côté des nazis (en une demi-douzaine d'année, la justice serait donc passée du nazisme à la Résistance !)...

De même, à « gauche », ils sont nombreux ceux qui, au début des années 1990, s'étaient prononcés pour l'interruption des élections en Algérie, au motif que les islamistes allaient les remporter. L'antifascisme spectaculaire considère donc que sa conception de la démocratie est compatible avec une interruption du processus électoral quand ce ne sont pas les « bons » qui gagnent. Notons que Le Pen était alors de ceux qui souhaitaient que les élections soient menées à leur terme [8]...

« Les fausses luttes spectaculaires des formes rivales du pouvoir séparé sont en même temps réelles, en ce qu'elles traduisent le développement inégal et conflictuel du système, les intérêts relativement contradictoires des classes ou des subdivisions de classes qui reconnaissent le système, et définissent leur propre participation dans son pouvoir. De même que le développement de l'économie la plus avancée est l'affrontement de certaines priorités contre d'autres, la gestion totalitaire de l'économie par une bureaucratie d'Etat, et la condition des pays qui se sont trouvés placés dans la sphère de la colonisation ou de la semi-colonisation, sont définies par des particularités considérables dans les modalités de la production et du pouvoir. Ces diverses oppositions peuvent se donner, dans le spectacle, selon les critères tout différents, comme des formes de société absolument distinctes. Mais selon leur réalité effective de secteurs particuliers, la vérité de leur particularité réside dans le système universel qui les contient : dans le mouvement unique qui a fait de la planète son champ, le capitalisme. »

Guy Debord, *La Société du Spectacle*

Il arrive parfois que l'extrême-droite française ne fasse pas parler d'elle, ce qui pose problème à des pans entiers de la « gauche » ne sachant se définir qu'en opposition au « fascisme ». Dans de telles circonstances, l'antifasciste de salon est contraint de trouver d'autres épouvantails.

Il peut, par exemple, aller les chercher à l'étranger, ce sera alors l'occasion de s'intéresser à l'extrême-droite autrichienne, allemande, belge ou paraguayenne. Il peut aussi aller les chercher dans le passé, en rappelant que telle ou telle personne, morte depuis des décennies, était « raciste » ou « fasciste » (on ne dira jamais assez de mal de l'affreux Céline et du grand méchant Heidegger !). Il peut aussi...les inventer, en décelant des traces de nazisme « objectif », de xénophobie « latente » et autre racisme « inconscient » chez tout individu qui se serait écarté de la ligne du Parti (socialiste) – fut-ce ponctuellement.

A cet égard, les débats autour du TCE fournissent une excellente illustration. Hollande a bien sûr évoqué le désormais traditionnel retour-de-la- peste-brune, affirmant notamment : *« Nous ne sommes pas très loin de la rhétorique avec laquelle d'autres ont joué avec l'insécurité dans la campagne présidentielle de 2002 »*. Jack Lang est allé plus loin, affirmant : *« Moi, je ne mets pas dans l'urne le même bulletin [que le président du Front national.] [...] Si M. Le Pen vote 'non', moi je vote 'oui', pour moi, c'est un critère. [...] Même si le PS est en 'décalage', cette considération me donnera la satisfaction d'avoir accompli mon devoir et d'être en conformité avec ma conscience. Cela compte aussi »*. Et d'ajouter dans un souci de clarté qu'il va *« tout faire dans les jours qui viennent pour qu'il [Le Pen] soit battu. »* Le message est donc clair : voter non c'est obligatoirement souhaiter l'arrivée au pouvoir des nostalgiques du III^e Reich [9].

La « gauche antifasciste » tire un grand nombre d'avantages de l'existence du FN [10], avantages qu'il n'est pas inutile de rappeler.

Au nombre de ceux-ci, on trouve évidemment le fait de pouvoir proposer à la jeunesse, avec la lutte contre le FN, un combat facile [11] mais néanmoins attrayant (le jeune peut, grâce à son combat, se prendre pour un Résistant, ce qui est certes glorifiant). Et **cette prétendue rébellion qu'est l'antifascisme spectaculaire est encouragée avec d'autant plus d'enthousiasme qu'elle ne remet aucunement en cause le capitalisme.** En outre, les concepts mis en avant par les « antifascistes » (promotion et renforcement des identités culturelles, droit à la différence, lutte contre l'islamophobie) se révèlent d'une utilité appréciable lorsqu'il s'agit d'accroître le communautarisme, pour empêcher toute union des exploités.

De plus, le vote Le Pen étant considéré comme celui de l'ouvrier [12], l'« antifascisme » permet à la gauche bourgeoise d'étaler sa haine de classe et d'inculquer cette haine à la jeunesse. Le 21 avril 2002 fut une excellente occasion pour cette « gauche » là de vomir à pleine gorge cette « France moisie » (la délicate expression est de Philippe Sollers) , frileuse et ingrate qui aurait commis le crime de ne pas voter Jospin... Si le PS a renoncé aux voix des ouvriers [13] pour se focaliser sur celles des classes moyennes, il n'oublie jamais d'accuser de « populisme » les partis ou hommes politiques qui refuseraient d'en faire autant. A cet égard, Jean-Claude Michea remarquait que *« ce qui, depuis 1984, est officiellement diabolisé par les medias sous le nom de populisme (en étant, pour les besoins de la cause, cyniquement amalgamé à deux ou trois thèses d'origine authentiquement fasciste) , c'est pour l'essentiel, l'ensemble des principes qui, en 1968 et dans les années suivantes, avaient guidé les classes populaires dans leurs différents combats, pour refuser, par avance, les effets qu'elles savaient (ou pressentaient) destructeurs de la modernisation capitaliste de leur vie» (L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes) .*

Les « antifascistes » ont également su tirer profit de la disqualification totale du terme « nation [française] » - terme qu'il est préférable de ne jamais prononcer si l'on ne souhaite pas être classé ad vitam aeternam dans la catégorie des « fachos » [14]. **En réduisant l'histoire de la France à la collaboration avec Hitler, les « antifascistes » ont fortement contribué à la disparition de la connaissance historique, notamment dans la jeunesse.** A quoi bon, en effet, s'intéresser à l'histoire d'une nation intrinsèquement nazie ? Et **sans connaissance de l'Histoire, la lutte contre le capitalisme est vouée à l'échec...** De même, tout les traits spécifiques à la France étant, par définition, fascistes, le « jeune » considérera comme le summum de la rebel-attitude « antifasciste » le fait d'écrire dans un français d'une pauvreté inouïe. Il est vrai que les réactionnaires de tous types ont souvent une conception exigeante de la langue française, il serait donc suspect de les suivre sur ce terrain... Guy Debord percevait déjà les implications de cet appauvrissement intellectuel de la jeunesse lorsqu'il écrivait dans ses *Commentaires sur la Société du Spectacle* que *« [l'] individu que cette pensée spectaculaire appauvrie a marqué en profondeur, et plus que tout autre élément de sa formation, se place ainsi, d'entrée de jeu au service de l'ordre établi, alors que son intention subjective a pu être complètement contraire à ce résultat. Il suivra pour l'essentiel le langage du spectacle, car c'est le seul qui lui est familier : celui dans lequel on lui a appris à parler. Il voudra sans doute se montrer ennemi de sa rhétorique; mais il emploiera sa syntaxe. C'est un des points les plus importants de la réussite obtenue par la domination spectaculaire. La disparition si rapide du vocabulaire préexistant n'est qu'un moment de cette opération. Elle la sert. »*

Plus généralement, **l'antifascisme spectaculaire est une arme redoutable pour tuer tout esprit critique** : la gauche qui se dit « vigilante » n'hésitera jamais à accuser de fascisme quiconque s'écarterait du Consensus, y compris dans ses propres rangs [15]. La jeunesse qui a été élevée à cette école (celle de SOS Racisme et de sa célèbre lutte « contre le racisme, l'intolérance et toutes les formes d'exclusion ») a parfaitement intériorisé un principe qui pourrait être énoncé comme suit : lorsqu'une opinion s'écarte du conformisme ambiant, ne tente surtout pas, par la réflexion, de la comprendre puis la réfuter ou la faire tienne, mais accuse plutôt celui qui l'émet d'être un « facho ». Alain Finkielkraut a résumé ceci de manière assez juste lorsqu'il écrivit que, naguère *« l'esprit défendait ses droits contre l'apologie fasciste de la force brute ; aujourd'hui il est empêché de le faire, au nom de l'antifascisme » (La défaite de la pensée).*

La gauche aux ordres du Capital a trouvé, avec l'antifascisme, LA cause qui, tout en étant on ne peut plus consensuelle, permet de servir les intérêts de la bourgeoisie. Cet « antifascisme » dévoyé est d'autant plus dangereux qu'il prend les allures d'un truisme pour quiconque se dit de gauche : comment pourrait-on ne pas être contre le fascisme ? De surcroît, la « gauche » bourgeoise prend un malin plaisir à faire l'amalgame entre ceux qui déplorent l'institution de l'antifascisme en rempart du Capital et les fascistes...

Depuis maintenant plus de deux décennies, la prétendue « gauche » applique sans coup férir les mêmes méthodes « antifascistes ». Si l'on en juge par les résultats électoraux du FN, ces méthodes sont inopérantes ; mais puisque l'objectif affiché (la lutte contre le fascisme) n'est qu'un prétexte mis au service de tous autres intérêts, il n'y a évidemment aucune remise en cause à attendre des « vigilants ». Avec le cynisme qui les caractérise, ces « antifascistes », tout en apprenant aux jeunes qu'ils doivent avoir « honte d'être français » [16], soutiennent plus ou moins subrepticement tout chauvinisme susceptible de diviser les exploités. Chez les hommes politiques, cela prend la forme d'une attitude bienveillante envers les micro-régionalismes, corse et breton notamment. Chez les radios jeunes, Skyrock [17] surtout, cela passe par la diffusion de morceaux dans lesquels l'« artiste » met sans cesse en avant sa religion, son numéro de département (le « 9-3 »), son « tiéquar » ou sa « téci ».

Elles furent nombreuses, à « gauche », les plumes prostituées qui virent dans l'accession de Berlusconi au pouvoir en Italie (en 1994, la première fois) le retour du « fascisme ». Avec le temps, elles durent se faire plus discrètes car, si le bilan de Berlusconi était tout sauf mirifique, les politiques qu'il menait (capitalistes néolibérales) ressemblaient en fait assez à celles d'un quelconque homme politique de « gauche » européen, un Blair ou un Schröder par exemple. Par crainte de s'entendre dire qu'il y avait au moins autant de points communs entre les gauches gouvernementales européennes et Berlusconi qu'entre celui-ci et Mussolini, les « antifascistes » mirent en sourdine la thématique du retour-de-la-peste-brune-en-Italie. De cet épisode, un parmi tant d'autres illustrant l'extrême fatuité de l'antifascisme spectaculaire, d'aucuns concluraient que, par un mystérieux hasard, « à mort l'intelligence » - ce cri de guerre obscurantiste des fascistes - a désormais des adeptes parmi les adversaires déclarés de ces derniers...

[1] D'ailleurs, le sujet nécessiterait toujours de nombreuses réactualisations, les accusations, « affaires » et calomnies se succédant sans cesse.

[2] Certains membres de partis d'extrême-droite ayant pris part à la Résistance aux nazis (pour des motifs certes nationalistes), on serait pourtant en droit de les croire sincères lorsqu'ils rendent hommage aux victimes de l'Occupation.

[3] Rappelons que, sous Mitterrand, des pressions furent exercées sur les medias du service public pour qu'ils accordent plus de temps de parole à Le Pen ; Mitterrand a également opté pour la proportionnelle lors des législatives de 1986, dans le but de mettre la droite en difficulté en faisant entrer massivement les députés FN à l'Assemblée nationale.

[4] Lire notamment le recueil de textes de Léon Trotsky sur le fascisme allemand, publié sous le titre *Comment vaincre le fascisme ?*

[5] Il va de soi que le Quid rappelle également les véritables bilans du judéocide nazi et du génocide arménien.

[6] L'argument de Labarrère a fait dire à Elisabeth Levy qu'aux yeux des « antifascistes », « *le fait de séduire un nombre croissant d'électeurs [rend] le parti lepéniste encore plus infréquentable* » (*Les Maîtres Censeurs*).

[7] « Démocratique » dans le sens où les règles « classiques » de la démocratie parlementaire (règles auxquelles les sociaux-démocrates se soumettent) ont été respectées ; mais la démocratie parlementaire a de trop évidents fondements aristocratiques pour pouvoir être considérée, d'un point de vue *réellement* à gauche, comme le régime parfait.

[8] Non sans arrière pensée toutefois car, outre sa proximité idéologique avec les fascistes verts, il espérait que l'arrivée au pouvoir de ces derniers entrainerait un exode massif d'Algériens vers la France, exode dont il pourrait tirer des bénéfices électoraux.

[9] Ne concentrons pas toutes nos critiques sur la fausse gauche : après tout, la vraie droite aussi, sait utiliser les pires amalgames culpabilisateurs (par volonté d'imiter la « gauche » ?) quand l'heure est grave ; rappelons notamment cette déclaration de J.-M.Cavada (UDF) : « *Ceux qui font la fine bouche devant la Constitution européenne devraient avoir en mémoire les photos d'Auschwitz (!)* ».

[10] Même si elle a connu un désagrément le 21 avril 2002 lorsque, dans les urnes, la créature a devancé le créateur.

[11] Dans la mesure où la rhétorique des « antifascistes » tourne autour d'expressions comme « éviter le pire », le simple fait que Le Pen n'arrive jamais au pouvoir est considéré par eux comme un succès ; ayons en mémoire le leitmotiv des « antifascistes » après le 21 avril 2002 : «faire barrage à l'extrême-droite»... quelle réussite ! Point de Le Pen à l'Elysée, certes, mais un blanc-seing généreusement offert à Chirac par tout ce que la France compte de gens « de gauche », ou peut s'en faut !

[12] Partiellement à tort car, suivant le constat effectué par les rares à avoir *vraiment* analysé les résultats du premier tour des dernières élections présidentielles : « ...Jean-Marie Le Pen a perdu plus de 20 000 voix par rapport à 1995 dans le département le plus ouvrier de la région parisienne, la Seine-Saint-Denis (91 176 voix en 1995, 70 232 en 2002). Dans les départements industriels du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, Le chef du parti d'extrême droite perd respectivement plus de 17 000 voix et plus de 8000 suffrages. Dans le Rhône, où Le Pen est passé en tête devant tous les candidats, celui-ci perd plus de 8000 voix. Ces pertes sont, là encore, concentrées dans les villes à population ouvrières et pauvres (Vénissieux, Villeurbanne...). Dans le Nord, c'est une diminution de 6 715 voix pour le FN par rapport à 1995. Le Pen perd le plus de voix dans les départements qui étaient des bastions du FN en 1995.

On note qu'en réalité le Front national abandonne le plus de voix là où réside la classe ouvrière alors que sa progression en nombre de suffrages comparativement aux élections de 1995 se réalise dans les départements où il était le plus faible et qui ont principalement une caractéristique non industrielle (à l'exception des Alpes-Maritimes, de la Haute-Saône et du Tarn et Garonne) : Corrèze, Ariège, Vendée, Gers, Aveyron, Corse du Sud, Creuse... »

[13] C'est d'ailleurs le choix qu'ont fait les centre-gauche de toute l'UE, avec pour conséquence une montée des taux d'abstention (ainsi qu'on a encore pu le constater lors de la récente victoire électorale du travailliste Tony Blair).

[14] Dans son essai précité, Jean-Claude Michéa illustre parfaitement cette évolution des mentalités par le constat suivant : « *il y a bien peu de chance que le mot d'ordre 'volem viure al país', qui fut, comme on l'a peut être oublié, l'étendard des paysans du Larzac, soit désormais perçu par un jeune téléspecteur autrement que comme un appel 'poujadiste' à rejoindre la bête immonde.* »

[15] Que l'on pense par exemple aux fameux « rouges-bruns » que le stalinien Didier Daeninckx pensait avoir démasqués et parmi lesquels on trouvait Gilles Perrault (lui-même un « vigilant ») ou aux accusations de fascisme portées contre Henri Emmanuelli (alors que lui-même était jusque là à l'avant-garde de la meute « antifasciste », souhaitant notamment l'interdiction du FN !), « coupable » de s'être prononcé contre le TCE.

[16] « Honte d'être français » est un slogan qui revint souvent dans les manifestations « antifascistes » qui suivirent le premier tour des dernières élections présidentielles ; c'est également dans cette optique qu'il est de bon ton de nier que le ressort principal des ratonnades de lycéens par des racailles lors des manifestations contre la loi Fillon ait été le racisme anti-blanc ; ainsi selon l'UNEF, « *il est faux d'affirmer que les violences [contre les lycéens] aient eu d'abord un caractère raciste... Au contraire, elles sont avant tout le reflet du malaise social* » ; quant au social-traître Julien Dray, il affirme qu'il « *ne voudrait pas que la jeunesse, antiraciste par tradition, commence à raconter tout et n'importe quoi (sic)* ».

[17] Cette radio (de « gauche », cela va de soi) ose se présenter comme contestataire (parce que Difool et son équipe prononcent les mots « bite », « couilles », « caca », « cul » toutes les 5 secondes ? parce qu'elle a appelé à voter Chirac après le 21 avril 2002 ? Mystère...) alors même qu'elle recycle les rengaines de Le Pen pour attirer de nouveaux auditeurs (« On nous bâillonne ! On nous censure ! La liberté d'expression est bafouée ! »).